



INSTITUT LUXEMBOURGEOIS
DE REGULATION

NOTIFICATION

**relative à la fourniture de réseaux ou de
services de communications électroniques**

(Titre II - Régime de l'autorisation générale, article 8 (2) de
la Loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de
communications électroniques)

version janvier 2020

Votre notification est à **renvoyer signée et datée à l'adresse suivante** :

Institut Luxembourgeois de Régulation
17, rue du Fossé
L-1536 Luxembourg

Adresse postale :
L-2922 Luxembourg

Tél. : (+352) 28 228 228

Fax : (+352) 28 228 229

Table des matières

I.	Identité du déclarant.....	6
II.	Réseaux de communications électroniques.....	9
III.	Services de communications électroniques.....	11
IV.	Informations supplémentaires	12
V.	Demande de certificat standardisé.....	13
	Explications complémentaires.....	14
	Annexe 1: Définitions	17
	Annexe 2: Règlement ILR/T19/6 du 17 décembre 2019 fixant les taxes administratives destinées à couvrir les coûts administratifs globaux du régulateur pour l'exercice 2020 - Secteur communications électroniques	18

I. Identité du déclarant

Dénomination sociale *	
Nom *	
Adresse complète *	
Statut juridique *	
Nom du dirigeant	
Fonction du dirigeant	
N° d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou équivalent	

* Les informations marquées d'un astérisque seront publiées dans le registre public, ensemble avec le(s) réseau(x) ou/et le(s) service(s) notifié(s), ainsi que la (les) date(s) de lancement prévue(s).

Détenteurs des parts sociales

Nom du détenteur des parts sociales (si identification possible)	Niveau de participation (>10%)

Coordonnées des correspondants

A. Représentant / Mandataire du déclarant	
Nom et prénom	
Fonction	
Adresse	
Numéro de téléphone	
Numéro de télécopie	
Numéro de téléphone mobile	
Adresse électronique	

B. Contact relatif à la présente déclaration – si différent de A -	
Nom et prénom	
Fonction	
Adresse	
Numéro de téléphone	
Numéro de télécopie	
Numéro de téléphone mobile	
Adresse électronique	

C. Contact concernant les questions juridiques – si différent de A -	
Nom et prénom	
Fonction	
Adresse	
Numéro de téléphone	
Numéro de télécopie	
Numéro de téléphone mobile	
Adresse électronique	

D. Contact concernant les questions d'ordre technique – si différent de A -	
Nom et prénom	
Fonction	
Adresse	
Numéro de téléphone	
Numéro de télécopie	
Numéro de téléphone mobile	
Adresse électronique	

E. Contact concernant la numérotation – si différent de A -	
Nom et prénom	
Fonction	
Adresse	
Numéro de téléphone	
Numéro de télécopie	
Numéro de téléphone mobile	
Adresse électronique	

F. Contact concernant les informations statistiques – si différent de A -	
Nom et prénom	
Fonction	
Adresse	
Numéro de téléphone	
Numéro de télécopie	
Numéro de téléphone mobile	
Adresse électronique	

G. Contact concernant les relations avec le consommateur – si différent de A -	
Nom et prénom	
Fonction	
Adresse	
Numéro de téléphone	
Numéro de télécopie	
Numéro de téléphone mobile	
Adresse électronique	

H. Contact concernant la sécurité et l'intégrité des réseaux et services – si différent de A -	
Nom et prénom	
Fonction	
Adresse	
Numéro de téléphone	
Numéro de télécopie	
Numéro de téléphone mobile	
Adresse électronique	

I. Contact concernant l'interception légale – si différent de A -	
Nom et prénom	
Fonction	
Adresse	
Numéro de téléphone	
Numéro de télécopie	
Numéro de téléphone mobile	
Adresse électronique	

II. Réseaux de communications électroniques

A. Types de réseaux

Veuillez sélectionner les cases correspondant aux différents types de réseaux que vous avez l'intention de fournir.

Pour de plus amples informations concernant la classification, vous pouvez vous référer aux explications et définitions en annexe.

	marché de gros	marché de détail
<u>1. Réseaux terrestres fixes [RTF]</u>		
1.1 réseau téléphonique public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.2 réseau à boucle locale radio	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.3 réseau d'accès local sans fil ('W-Lan') (sur le domaine public)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.4 autres réseaux fixes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<u>2. Réseaux terrestres mobiles [RTM]</u>		
2.1 réseau cellulaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.2 autres réseaux mobiles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<u>3. Réseau satellitaire [RSA]</u>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<u>4. Réseau électrique utilisé pour la transmission de signaux sur le domaine public [REL]</u>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<u>5. Réseau de radiodiffusion sonore [RDS]</u>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<u>6. Réseau de radiodiffusion télévisuelle [RDT]</u>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<u>7. Réseau câblé de télévision [RDC]</u>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<u>8. Autres réseaux [RAU]</u>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Si vous avez sélectionné la (les) case(s) relative(s) à la rubrique 1.4 'autres réseaux fixes', à la rubrique 2.2 'autres réseaux mobiles' ou à la rubrique 8 'autres réseaux', veuillez décrire ci-après de manière suffisamment détaillée le type de réseau à fournir:

B. Description du (des) réseau(x)

Notamment:

- Couverture géographique prévue;
- Technologies utilisées;
- Description succincte de l'architecture du réseau en y incluant une carte facilitant la compréhension;
- Identification du propriétaire du réseau;
- Indication concernant l'intention d'occuper le domaine public de l'Etat et des communes et/ou le domaine privé;
- Indication si le réseau permet la diffusion sonore et/ou télévisuelle.

C. Recours à des radiofréquences

Veuillez indiquer si la fourniture du (des) réseau(x) fait appel à des radiofréquences:

☐ Oui ☐ Non

Pour de plus amples informations concernant les radiofréquences et les taxes afférentes, veuillez consulter le site Internet de l'Institut sous: www.ilr.lu > Fréquences / R&TTE.

D. Recours à des ressources de numérotation

Veuillez indiquer si la fourniture du (des) réseau(x) fait appel à des ressources de numérotation:

☐ Oui ☐ Non

Pour de plus amples informations concernant les ressources de numérotation et les taxes afférentes, veuillez consulter le site Internet de l'Institut sous www.ilr.lu > Communications électroniques > Numérotation

E. Date(s) de lancement prévue(s) pour la fourniture future du (des) réseau(x) de communications électroniques

Veuillez indiquer ci-après la (les) date(s) de lancement du (des) réseau(x) que vous avez l'intention de fournir.

III. Services de communications électroniques

A. Types de services

Veuillez préciser quel(s) sont les type(s) de service(s) que vous avez l'intention de fournir, en suivant les distinctions ci-après:

	marché de gros	marché de détail
<u>1. Revente de services</u>		
1.1 revente d'un service téléphonique fixe [SRF]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.2 revente d'un service téléphonique mobile [SRM]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.3 revente d'un service d'accès au réseau téléphonique public [SRA] (exemple: abonnements téléphoniques)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.4 revente de lignes louées [SRL]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.5 revente d'autres services [SRD]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<u>2. Services téléphoniques accessibles au public</u>		
2.1 service téléphonique fixe [STF]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.2 service téléphonique mobile [STM]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.3 service d'accès au réseau téléphonique public [STA]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<u>3. Service de lignes louées</u>		
service de liaisons fixes [SLF]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<u>4. Services d'accès Internet</u>		
4.1 service d'accès Internet par lignes commutées [SAC]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.2 service d'accès Internet par lignes permanentes [SAP]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<u>5. Services de transmission de données</u>		
5.1 service de transport de données [STD] (y compris réseau d'entreprises/groupes fermés VPN)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5.2 service de radiomessagerie [SME]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5.3 service d'interconnexion et/ou de passerelles [SIP]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<u>6. Services de communications électroniques (autres)</u>		
6.1 services vocaux offerts à des groupes fermés d'utilisateurs [SVG]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6.2 service de renseignements téléphoniques/des annuaires [SAR]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6.3 service de la fourniture de postes téléphoniques payants publics [SPT]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6.4 service de voix sur Internet ('VoIP') [SVI]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6.5 services vocaux offrant la mobilité (carte pré- ou post-payée) [SVM]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6.6 service satellitaire [SPS]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6.7 autres services (à décrire en détail ci-après) [SAU]	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Si vous avez sélectionné la (les) case(s) relative(s) à la rubrique 6.7 'autres services ', veuillez décrire ci-après avec suffisamment de précision le type de service à fournir:

B. Description du (des) service(s)

- Caractéristiques et fonctionnement;
- Couverture géographique prévue;
- Description schématique des fonctionnalités du service, en indiquant les technologies utilisées;
- Identification du réseau supportant le service en question, indifféremment si le réseau est la propriété du déclarant ou non.

C. Recours à des ressources de numérotation

Veillez indiquer si la fourniture du (des) service(s) fait appel à des ressources de numérotation:

☐ Oui

☐ Non

Pour de plus amples informations concernant les ressources de numérotation et les taxes afférentes, veuillez consulter le site Internet de l'Institut sous: www.ilr.lu > Communications électroniques > Numérotation

D. Date(s) de lancement prévue(s) pour la fourniture du (des) service(s) de communications électroniques

Veillez indiquer ci-après la (les) date(s) de lancement du (des) service(s) que vous avez l'intention de fournir.

IV. Informations supplémentaires

Veillez indiquer ci-après toute autre information que vous jugez utile.

V. Demande de certificat standardisé

Souhaitez-vous obtenir un certificat standardisé de notification tel que prévu à l'article 8(3) de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques afin de faciliter l'exercice de vos droits à d'autres niveaux administratifs ou avec d'autres entreprises?

☐ Oui

☐ Non

Afin de permettre à l'Institut de maintenir à jour son registre public, toute modification future relative à une des informations fournies dans le cadre de la présente notification doit être notifiée à l'Institut au plus tard dans les 20 jours qui suivent ladite modification.

Fait à _____, le _____

Signature du fondé de pouvoir

Droits et obligations d'une entreprise notifiée

- L'article 8 (1) de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques (ci-après « la Loi de 2011 »), impose une obligation de notification à toute personne physique ou morale qui a l'intention de fournir des réseaux ou des services de communications électroniques au plus tard vingt jours avant de commencer la fourniture.
- La notification à l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR) se fait au moyen du formulaire de notification.
- Lorsqu'une entreprise notifiée offre des réseaux ou des services de communications électroniques au public, elle est autorisée à négocier l'interconnexion avec d'autres fournisseurs de réseaux et de services de communications publics et, le cas échéant, à obtenir l'accès ou l'interconnexion à leurs réseaux sur toute partie du territoire de la Communauté européenne, conformément aux législations applicables.
- Toute entreprise notifiée bénéficie d'un droit de passage sur les domaines publics de l'Etat et des communes; ce droit permet aussi bien l'accès à des infrastructures et équipements techniques que leur implantation et installation. L'installation des infrastructures et des ressources associées doit être réalisée dans les conditions les moins dommageables pour les domaines publics concernés, dans le respect de l'environnement et de la qualité esthétique des lieux.
- L'entreprise notifiée offrant des services téléphoniques accessibles au public fournit à toute entreprise notifiée dont l'activité comprend l'édition d'un annuaire, la fourniture d'un service de renseignements téléphoniques ou la fourniture d'une assistance par opérateur/opératrice les données de ses abonnés ayant opté pour la publicité de leur(s) numéro(s) d'appel. La fourniture de ces données se fait sous une forme convenue et à des conditions équitables, objectives, modulées en fonction des coûts et non-discriminatoires. Elle comprend uniquement les données autorisées pour l'inscription standard à l'annuaire universel.
- L'entreprise notifiée offrant des services téléphoniques accessibles au public fournit à tout utilisateur final un accès aux services de renseignements téléphoniques.
- L'entreprise notifiée transmet à l'Institut toutes les informations, y compris les informations financières et les informations concernant l'évolution des réseaux ou des services susceptibles d'avoir une incidence sur les services qu'ils fournissent en gros aux concurrents, qui sont nécessaires à celui-ci pour vérifier et garantir la conformité avec les dispositions de la Loi de 2011 et de ses règlements d'exécution ou avec les dispositions des règlements et décisions adoptés par l'Institut. Cette entreprise fournit ces informations rapidement et sur demande, en respectant les délais et le niveau de détail exigés par l'Institut. L'Institut indique les motifs justifiant sa demande d'informations.

Pourquoi procéder à une notification?

L'Institut est chargé de contrôler le respect de la Loi de 2011 et nécessite à cette fin des informations concernant les entreprises actives dans le secteur des communications électroniques.

La notification est importante pour les raisons suivantes :

- l'Institut doit connaître les acteurs et leurs activités sur le marché des communications électroniques;
- l'Institut doit pouvoir contrôler les obligations imposées aux entreprises;
- l'Institut doit recueillir des informations statistiques ;

Quel est le déroulement de la procédure de notification?

- Remplissez l'intégralité de ce formulaire et faites-le signer par un représentant légal de votre entreprise.
- Envoyez le formulaire par courrier recommandé à l'adresse suivante :
Institut Luxembourgeois de Régulation,
L-2922 Luxembourg
- Toute première notification est soumise au paiement d'une taxe d'un montant de 2.500.- EUR. Ce paiement doit être effectué au moment de l'envoi de la déclaration de notification à l'Institut.
- L'Institut confirme l'enregistrement dans le registre public uniquement après réception du paiement de la taxe.

Utilisation des données fournies

Sur base des données fournies, l'Institut procédera à l'enregistrement de votre entreprise dans une des catégories prévues par la loi. Seules les informations relatives à la désignation de votre entreprise, à l'adresse de celle-ci, à son statut juridique, ainsi que celles relatives au(x) réseau(x) ou/et le(s) service(s) notifié(s) et le(s) date(s) de lancement prévues seront publiées au registre public disponible sur le site Internet de l'Institut, qui peut être consulté sous: www.ilr.lu > Communications électroniques > Registre public.

Redevances

En plus de la taxe unique à payer pour l'enregistrement, l'Institut facture annuellement aux opérateurs une indemnité pour couvrir ses coûts administratifs occasionnés par la régulation du secteur des communications électroniques. Des informations complémentaires au sujet des redevances peuvent être consultées sur le site Internet de l'Institut sous: www.ilr.lu > Communications électroniques > Autorisation générale « Taxes couvrant les coûts administratifs »

Communication des modifications

Il est important que l'Institut dispose de données actualisées. En cas de modification future des activités de votre entreprise, l'Institut doit en être informé au plus tard dans les 20 jours qui suivent ledit changement.

Que faire en cas de cessation d'activité?

En cas de cessation d'activités dans le secteur des communications électroniques, l'entreprise est tenue de notifier celle-ci à l'Institut moyennant une lettre recommandée. La cessation d'activité complète ou partielle ne peut donner lieu à un quelconque remboursement de l'ensemble ou d'une partie des redevances payées.

En l'absence d'une telle notification de cessation jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, ce réseau et/ou ce service sera considéré comme étant encore fourni au 1^{er} janvier de l'année suivante N+1 et sera alors soumis à la totalité des redevances annuelles pour cette année N+1.

Vous avez encore des questions ?

- Site Internet : www.ilr.lu
- E-mail: autorisation@ilr.lu
- Tél.: (+352) 28 228 228

Annexe 1: Définitions

«domaine public»: la doctrine luxembourgeoise retient qu'un bien « appartient au domaine public lorsque, par une décision expresse ou implicite de l'autorité, il est affecté à l'usage de tous, sans distinction de personnes »¹;

«entreprise notifiée»: une personne physique ou morale qui, suite à la notification à l'Institut, est autorisée à fournir des réseaux ou des services de communications électroniques. Cette entreprise est réputée être titulaire d'une autorisation générale;

«fourniture d'un réseau de communications électroniques»: la mise en place, l'exploitation, la surveillance ou la mise à disposition d'un tel réseau;

«marché de détail»: ce marché comprend la fourniture à des utilisateurs finaux;

«marché de gros»: ce marché comprend la fourniture en gros à des opérateurs qui fournissent des réseaux ou services à des utilisateurs finaux;

«opérateur»: une entreprise notifiée qui fournit ou est autorisée à fournir un réseau de communications public ou une ressource associée;

«réseau de communications public»: un réseau de communications électroniques utilisé entièrement ou principalement pour la fourniture de services de communications électroniques accessibles au public permettant la transmission d'informations entre les points de terminaison du réseau;

«service de communications électroniques»: un service fourni normalement contre rémunération qui consiste entièrement ou principalement en la transmission de signaux sur des réseaux de communications électroniques, y compris les services de télécommunications et les services de transmission sur les réseaux utilisés pour la radiodiffusion, mais qui exclut les services consistant à fournir des contenus à l'aide de réseaux et de services de communications électroniques ou à exercer une responsabilité éditoriale sur ces contenus; il ne comprend pas les services de la société de l'information qui ne consistent pas entièrement ou principalement en la transmission de signaux sur des réseaux de communications électroniques;

«service de la fourniture de postes téléphoniques payants publics»: seule la fourniture de postes téléphoniques payants publics exploités sur le domaine public est à notifier;

«service téléphonique accessible au public»: service mis à la disposition du public pour lui permettre de donner et de recevoir, directement ou indirectement, des appels nationaux ou nationaux et internationaux, en composant un ou plusieurs numéros du plan national ou international de numérotation téléphonique.

¹ Georges Ravarani *in*, « La responsabilité civile des personnes privées et publiques », 2e éd., 2006, Ed. Pasirisie luxembourgeoise, n° 1291.

Annexe 2: Règlement ILR/T19/6 du 17 décembre 2019 fixant les taxes administratives destinées à couvrir les coûts administratifs globaux du régulateur pour l'exercice 2020 - Secteur communications électroniques

La Direction de l'Institut Luxembourgeois de Régulation,

Vu l'article 11 de la loi modifiée du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques ;

Vu l'avis favorable du Conseil de l'Institut Luxembourgeois de Régulation du 12 novembre 2019 ;

Considérant que le montant du budget 2020 pour le secteur « Communications électroniques » se chiffre à 3.687.458.- EUR ;

Arrête :

Art. 1^{er}.

Le présent règlement fixe les taxes dues par les entreprises notifiées pour couvrir l'intégralité des coûts administratifs globaux de l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ci-après « l'Institut ») occasionnés par la régulation du secteur des communications électroniques en application de l'article 11 de la loi modifiée du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques (ci-après « la Loi »), et en détermine les modalités de calcul et de paiement.

Art. 2.

(1) Toute entreprise notifiée est soumise au paiement d'une taxe annuelle d'un montant variable en fonction de son chiffre d'affaires. Pour l'exercice 2020, le taux de 0,70 % du chiffre d'affaires est applicable.

Le nombre de services ou de réseaux notifiés n'est pas pris en compte pour le calcul de la taxe administrative à payer par une entreprise.

(2) En application de l'article 11(7) de la Loi, toute entreprise notifiée doit remettre à l'Institut les données statistiques relatives au chiffre d'affaires plus amplement détaillées au paragraphe (4) du présent article pour le 31 janvier 2020 et pour le 31 juillet 2020 au plus tard.

(3) La taxe annuelle est calculée en fonction du volume d'activités réalisées au Grand-Duché de Luxembourg. Ce volume d'activités est déterminé sur base du chiffre d'affaires communiqué par l'entreprise notifiée conformément au paragraphe (2).

(4) Le calcul du chiffre d'affaires est basé sur les informations périodiques suivantes :

- a) Le chiffre d'affaires se compose de la somme des revenus de raccordements provenant du service voix sur le réseau fixe, des revenus de raccordements provenant de la mise en service/de l'installation de raccordements au réseau fixe, des revenus de communications sur le réseau fixe, des revenus provenant du marché de détail national des lignes louées, du revenu de l'Internet à haut débit, du revenu de l'Internet à très haut débit, du revenu provenant des abonnements de télévision de base et du revenu d'abonnements multiservices (les montants annuels repris dans les lignes STF_R_COMA_TOT, SHQ_R, SAI_R et STL_R_ABO_1 du questionnaire, sous format électronique, actualisé et valable à partir de 2019) ; Pour prévenir une double taxation d'un chiffre d'affaires, l'Institut ne considère que les revenus facturés aux utilisateurs finals au Grand-Duché de Luxembourg. En annexe des informations statistiques à soumettre à l'Institut, les entreprises notifiées doivent dès lors indiquer explicitement le chiffre d'affaires réalisé par la vente en gros à d'autres entreprises notifiées, en le détaillant selon les mêmes critères que ceux utilisés pour l'établissement desdites informations statistiques.
- b) Les revenus totaux des services de communication mobile du marché de détail, renseignés à la ligne SCM_R_MOB_TOT, augmenté du chiffre d'affaires des services d'interconnexion (la somme des montants annuels renseignés aux lignes SCM_R_IKT_TOT, SCM_R_IXS et SCM_R_RI_TOT) du questionnaire, sous format électronique, actualisé et valable à partir de 2019).

(5) Si l'Institut devait estimer que le chiffre d'affaires communiqué ne correspond pas au volume d'activités réel ou si l'entreprise notifiée n'a pas fourni de données relatives au chiffre d'affaires endéans les délais prévus au paragraphe (2) du présent article, l'Institut est autorisé à exiger de la part de l'entreprise notifiée le paiement d'une avance forfaitaire. Cette avance forfaitaire est au moins identique à la troisième avance échue lors de l'exercice précédent.

(6) Les entreprises notifiées avec un chiffre d'affaires annuel global des services de communications électroniques de moins de 600.000.- EUR sont exonérées du paiement de la taxe administrative définie aux paragraphes précédents.

(7) Toute première notification est soumise au paiement d'une taxe unique d'un montant de 2.500.- EUR dont les modalités de paiement sont communiquées par l'Institut. L'Institut procède à la confirmation de l'enregistrement dans le Registre public visé à l'article 8 de la Loi uniquement après règlement de la taxe unique.

Art. 3.

(1) L'Institut procède à la perception des avances et des soldes sur décompte auprès des entreprises notifiées.

(2) Les taxes administratives périodiques sont perçues par année civile. Le paiement de la taxe administrative annuelle se fait moyennant des avances qui viennent à échéance aux dates fixées sur les factures d'acompte ou de décompte établies par l'Institut.

(3) Pour l'exercice 2020, le plan de facturation et de paiement des avances est le suivant :

Date de facturation	Chiffre d'affaires pour 2019 est connu au moment de la facturation	Chiffre d'affaires pour 2019 n'est pas connu	Date limite de paiement
Mars 2020	Facturation d'une avance de 25 % de la taxe annuelle prévue à l'article 2(1).	Facturation d'une avance identique à la troisième avance échue lors de l'exercice précédent.	30 avril 2020
Juillet 2020	Facturation d'une avance de 25 % de la taxe annuelle prévue à l'article 2(1).	Facturation d'une avance identique à la troisième avance échue lors de l'exercice précédent.	31 août 2020
Octobre 2020	Facturation d'une avance de 25 % de la taxe annuelle prévue à l'article 2(1).	Facturation d'une avance identique à la troisième avance échue lors de l'exercice précédent.	30 novembre 2020
1 ^{er} semestre 2021	Décompte et facturation du solde de la taxe due pour 2020.		1 ^{er} semestre 2021

(4) Le décompte pour l'exercice 2020 sera établi au cours du premier semestre de l'année 2021. À cette fin, un bilan des frais de personnel et de fonctionnement effectifs et des avances perçues au cours de l'exercice 2020 sera établi sur base des comptes annuels de l'Institut au 31 décembre 2020 dûment approuvés par le conseil d'administration. Le solde débiteur ou créditeur dû au titre de la taxe annuelle pour l'exercice 2020 sera, selon le cas, facturé ou remboursé aux entreprises notifiées proportionnellement au montant de la taxe annuelle à leur charge. Une facture ou note de crédit sera envoyée dès l'établissement du décompte.

Art. 4.

(1) Les paiements peuvent être effectués par domiciliation bancaire, virements, transferts et cartes de crédit. Tous les paiements doivent être effectués sans frais supplémentaires pour l'Institut.

(2) Toute taxe administrative échue et impayée porte intérêts au taux légal après mise en demeure, sans préjudice de l'application de sanctions administratives particulières stipulées dans la Loi.

Art. 5.

(1) Le paiement des taxes administratives établies en vertu du présent règlement est sans préjudice de tout autre paiement éventuel à effectuer par l'entreprise notifiée en vertu de la réglementation applicable, ainsi que de toute éventuelle contribution à un fonds pour le maintien du service universel.

(2) Le présent règlement sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg et sur le site internet de l'Institut.

Pour l'Institut Luxembourgeois de Régulation,

La Direction,

Michèle Bram
Directrice adjointe

Camille Hierzig
Directeur adjoint

Luc Tapella
Directeur

Annexe 3 – Extrait du titre II – régime de l'autorisation générale de la loi du 27 février 2011 sur les réseaux et les services de communications électroniques

Titre II – Régime de l'autorisation générale

Art. 7. Sous réserve des dispositions de la présente loi et sans préjudice de conditions applicables en vertu d'autres lois, l'activité de fourniture de réseaux et de services de communications électroniques s'exerce librement.

Art. 8. (1) Toute personne physique ou morale qui a l'intention de fournir des réseaux ou des services de communications électroniques doit, au plus tard vingt jours avant de commencer la fourniture, notifier cette intention à l'Institut. La notification identifie sans équivoque l'entreprise et contient une description des réseaux ou des services à fournir, ainsi que la date du lancement prévu des activités. Ces informations sont consignées par l'Institut dans un registre accessible au public sous forme électronique.

(2) L'Institut peut proposer une formule standard pour l'acte de notification.

(3) Lorsque l'entreprise en fait la demande, l'Institut délivre endéans une semaine à partir de la notification en bonne et due forme visée au paragraphe (1) un certificat standardisé confirmant que l'entreprise a soumis une notification, afin de faciliter l'exercice de ses droits à d'autres niveaux administratifs ou avec d'autres entreprises.

Art. 9. (1) L'Institut publie sur son site Internet la liste des entreprises notifiées avec, le cas échéant, pour chaque entreprise, les détails suivants:

- a) nom et adresse;
- b) description des services proposés
 - étendue des services,
 - tarification générale précisant les services fournis et le contenu de chaque élément tarifaire (par exemple redevances d'accès, tous les types de redevances d'utilisation, frais de maintenance), y compris les détails relatifs aux ristournes forfaitaires appliquées, aux formules tarifaires spéciales et ciblées et aux frais additionnels éventuels, ainsi qu'aux coûts relatifs aux équipements terminaux,
 - politique de compensation et de remboursement, y compris une description détaillée des formules de compensation et de remboursement proposées,
 - types de services de maintenance offerts,
 - conditions contractuelles standard, y compris la période contractuelle minimale éventuelle, les conditions de résiliation du contrat et les procédures et les coûts directs inhérents à la portabilité des numéros et autres identifiants, le cas échéant;
- c) mécanismes de règlement des litiges, y compris ceux qui sont mis en place par l'entreprise.

(2) Un renvoi sur le site Internet de l'entreprise notifiée peut se substituer aux informations à publier sub b) et c) si ces informations figurent sur le site de l'entreprise.

Art. 10. Lorsque l'entreprise notifiée offre des réseaux ou des services de communications électroniques au public, elle est autorisée à négocier l'interconnexion avec d'autres fournisseurs de réseaux et de services de communications publics et, le cas échéant, à obtenir l'accès ou l'interconnexion à leurs réseaux sur toute partie du territoire de la Communauté européenne, conformément aux législations applicables.

Art. 11. (1) La notification vaut, de la part de l'entreprise, acceptation des conditions de participation au financement des coûts encourus par l'Institut pour la gestion du secteur.

(2) Les taxes dues par les entreprises notifiées pour couvrir les coûts administratifs globaux occasionnés par la régulation du secteur des communications électroniques de l'exercice en cours sont fixées annuellement par l'Institut et publiées au Mémorial au plus tard au 31 décembre de l'exercice précédent.

(3) Les taxes sont réparties entre les entreprises notifiées d'une manière objective, transparente et proportionnée qui minimise les coûts administratifs et les taxes inhérentes supplémentaires.

(4) L'Institut publie un bilan annuel de ses coûts administratifs et de la somme totale des taxes perçues. Les ajustements nécessaires sont effectués en tenant compte de la différence entre la somme totale des taxes et les coûts administratifs.

(5) Les coûts administratifs peuvent inclure notamment les frais de coopération, d'harmonisation et de normalisation internationales, d'analyse de marché, de contrôle de la conformité et d'autres contrôles du marché, ainsi que les frais afférents aux travaux de régulation impliquant l'élaboration et l'application de décisions administratives, telles que des décisions sur l'accès et l'interconnexion.

(6) L'Institut est autorisé à imposer des taxes destinées à couvrir l'intégralité des coûts exceptionnels encourus par l'Institut pour la gestion, le contrôle, l'exécution de tâches de notification, la publication d'attestations de conformité ou la surveillance d'une entreprise notifiée pour toute intervention particulière de l'Institut du fait du comportement de cette entreprise notifiée sur le marché des communications électroniques. Ces taxes sont calculées de manière à permettre à l'Institut de compenser l'intégralité de ces coûts exceptionnels.

(7) L'entreprise notifiée est tenue de fournir à l'Institut, pour chaque année civile, le montant total de son chiffre d'affaires relatif à l'activité notifiée. L'Institut peut requérir de chaque entreprise notifiée tous documents ou informations supplémentaires en relation avec ce chiffre d'affaires.

(8) En cas de non-communication par une entreprise notifiée, dans le délai prescrit des chiffres d'affaires demandés, l'Institut est habilité à recourir à des estimations concernant les chiffres d'affaires demandés. Ces estimations font foi jusqu'à preuve du contraire. Des écarts éventuels démontrés par l'entreprise notifiée, dans un délai de 3 mois suivant l'établissement des taxes dues par l'entreprise notifiée, sont alors reportés vers l'exercice suivant. Toute perte financière pour l'entreprise notifiée résultant de la non communication en temps utile des informations requises, lui reste acquise.

Art. 12. L'entreprise notifiée offrant des services téléphoniques accessibles au public fournit à toute entreprise notifiée dont l'activité comprend l'édition d'un annuaire, la fourniture d'un service de renseignements téléphoniques ou la fourniture d'une assistance par opérateur/opératrice les données de ses abonnés ayant opté pour la publicité de leur(s) numéro(s) d'appel. La fourniture de ces données se fait sous une forme convenue et à des conditions équitables, objectives, modulées en fonction des coûts et non-discriminatoires. Elle comprend uniquement les données autorisées pour l'inscription standard à l'annuaire universel.

Art. 13. L'entreprise notifiée offrant des services téléphoniques accessibles au public fournit à tout utilisateur final un accès aux services de renseignements téléphoniques.

Art. 14. L'entreprise notifiée transmet à l'Institut toutes les informations, y compris les informations financières et les informations concernant l'évolution des réseaux ou des services susceptibles d'avoir une incidence sur les services qu'ils fournissent en gros aux concurrents, qui sont nécessaires à celui-ci pour vérifier et garantir la conformité avec les dispositions de la présente loi et de ses règlements d'exécution ou avec les dispositions des règlements et décisions adoptés par l'Institut.

L'entreprise puissante sur les marchés de gros peut également être tenue de fournir des données comptables sur les marchés de détail associés à ces marchés de gros.

L'entreprise fournit ces informations rapidement et sur demande, en respectant les délais et le niveau de détail exigés par l'Institut. L'Institut indique les motifs justifiant sa demande d'informations.

Art. 15. (1) Lorsque l'Institut constate qu'une entreprise notifiée ne respecte pas une ou plusieurs dispositions de la présente loi et de ses règlements d'exécution, il en informe l'entreprise présumée fautive à laquelle il fixe un délai d'un mois au moins soit pour exprimer son propre point de vue quant aux reproches formulés par l'Institut, soit pour remédier aux manquements constatés. Ce délai peut être écourté par l'Institut si l'entreprise est d'accord avec ce raccourcissement ou si l'Institut a constaté des manquements répétés dans le chef de l'entreprise.

(2) Si l'Institut constate que l'entreprise concernée ne remédie pas aux manquements dans le délai mentionné au paragraphe (1), il prend, conformément à l'article 83 de la présente loi, des sanctions appropriées et proportionnées.

(3) Si le fait par une entreprise notifiée de manquer aux règles établies par la présente loi entraîne une menace immédiate grave pour l'ordre public, pour la sécurité publique et pour la santé publique, l'autorité compétente pour le maintien de l'ordre public, de la sécurité publique ou de la santé publique prend les mesures provisoires d'urgence pour remédier à la situation. Si le manquement aux règles est de nature à provoquer des entraves significatives à la concurrence respectivement de graves problèmes économiques ou opérationnels pour d'autres fournisseurs ou utilisateurs de réseaux ou de services de communications électroniques, c'est l'Institut qui prend les mesures provisoires d'urgence pour remédier à la situation.

Dans les deux hypothèses visées par l'alinéa qui précède, les mesures provisoires sont réalisées aux frais de l'entreprise présumée fautive qui dispose du délai prévu au paragraphe (1) du présent article et qui est fixé par l'autorité compétente respectivement par l'Institut, afin de présenter son point de vue ou de remédier définitivement à la situation.

Le cas échéant, l'Institut peut confirmer les mesures provisoires, dont la validité est de trois mois au maximum mais qui peuvent être prorogées pour une nouvelle durée de trois mois au maximum si la mise en œuvre des procédures d'exécution n'est pas terminée.

Art. 16. L'entreprise qui fournit des réseaux de communications publics ou des services de communications électroniques accessibles au public et sous condition que les activités liées à l'exploitation des réseaux et services visés ci-avant génèrent un chiffre d'affaires annuel supérieur à cinquante millions d'euros, et qui jouit simultanément de droits spéciaux ou exclusifs pour la fourniture de services dans d'autres secteurs sur le territoire national ou dans un autre Etat membre de l'Union européenne, a l'obligation:

- a) de tenir une comptabilité séparée pour les activités liées à la fourniture de réseaux ou de services de communications électroniques, de la même façon que si ces activités étaient entreprises par des sociétés juridiquement indépendantes, de manière à identifier, avec la base de ses calculs et le détail des méthodes d'imputation appliquées, tous les éléments de dépenses et de recettes liés à ses activités associées à la fourniture de réseaux ou de services de communications électroniques, en y incluant une ventilation par poste des immobilisations et des dépenses structurelles, ou
- b) de mettre en place une séparation structurelle pour les activités liées à la fourniture de réseaux ou de services de communications électroniques.